

Le PLR face à ses deux casse-tête

ÉLECTIONS Le Parti libéral-radical espère bien stopper son érosion. Mais, pris en tenaille entre l'UDC et les Vert'libéraux, et avec une ligne pas toujours audible, le parti a fort à faire.

PAR ALBERTINE.BOURGET@ESHMEDIAS.CH



Les ténors du PLR – le président Thierry Burkart (g.), le chef de groupe Damien Cottier et le conseiller fédéral Ignazio Cassis (d.) – applaudissent la conseillère fédérale Karin Keller-Sutter pour son travail lors du rachat de Credit Suisse, pendant leur congrès en septembre dernier à Fribourg. KEYSTONE/LAURENT GILLÉRON



En début d'année, le président du Parti libéral-radical, Thierry Burkart, affichait crânement les ambitions électorales des siens: redevenir, aux dépens du Parti socialiste, la deuxième force politique du pays, derrière l'UDC. Depuis, les sondages sont venus tempérer ses ardeurs, classant le PLR en 3e position après l'échéance du 22 octobre. Début septembre, le der-

nier baromètre électoral de la SSR le donnait même dépassé par Le Centre. Si cela devait se confirmer, ce serait historique.

Au Conseil des Etats, les libéraux-radicaux devraient dépasser l'ex-PDC pour devenir le parti le plus représenté. La grande interrogation concerne le Conseil national: l'érosion du parti, avec des pertes lors de neuf des dix dernières élections fédérales (54 sièges en 1991 à 29 en 2019) s'arrêtera-t-elle?

Les deux partis qui le prennent en tenaille – l'UDC à sa droite et les Vert'libéraux (8% des intentions de vote) à sa gauche –, ont réussi à lui souffler des voix en se positionnant clairement sur des thèmes porteurs.

«Si vous pensez immigration, vous pensez UDC. Si vous pensez réchauffe-

ment climatique, vous pensez Verts, Vert'libéraux, PS, voire, de l'autre côté de l'échiquier politique, UDC», image Sean Müller, professeur assistant en sciences politiques à l'Université de Lausanne.

Le parti de l'économie assimilé au fiasco Credit Suisse

En 2019, le PLR était considéré comme le plus compétent pour la politique économique et la politique européenne. «Quatre ans plus tard, vous avez le fiasco de Credit Suisse et le blocage avec l'Union européenne. Etre associé à ces thématiques ne joue pas en faveur du parti», pointe le politologue.

Au-delà des thématiques, le PLR a un problème inhérent à sa nature: «Il présente avant tout un courant de pen-

Des alliances à suivre de près

Les alliances entre les partis répondent à des enjeux et des manœuvres très cantonales. A Zurich, l'alliance UDC-PLR pour les deux Chambres a été votée à une voix près par la section libérale-radical.

Dans le canton de Vaud, le PLR, l'UDC et Le Centre espèrent renouveler l'opération victorieuse des cantonales 2022 avec, pour le Conseil des Etats, l'Alliance vaudoise emmenée par l'ex-conseiller d'Etat Pascal Broulis. Mais, pour le National, la section vaudoise du Centre a choisi de faire liste commune avec le Parti évangélique et le mouvement des Libres plutôt qu'avec l'UDC et le PLR.

A Genève, l'alliance du Centre avec le PLR, le MCG et l'UDC a «consterné» les Vert'libéraux. A Fribourg, l'alliance d'abord envisagée par Le Centre avec le PLR et l'UDC a été abandonnée au profit d'un accord entre le parti vert'libéral et le parti évangélique.

sée. Cela rend l'organisation d'un programme et l'expression d'une ligne claire extrêmement difficiles», selon Sean Müller. «Viscéralement opposé au centralisme et à la simplification, le parti se retrouve parfois piégé par ses propres idées: il s'oppose au langage inclusif, mais prône la liberté de choix.» De quoi semer la confusion dans l'esprit de l'électorat.

De quoi, aussi, faire soupirer l'historien vaudois et membre du parti Olivier Meuwly. «La difficulté à aborder les thèmes est le grand problème du PLR, qui n'est pas assez audible quand il s'agit de mettre en avant ses valeurs libérales ou d'expliquer ses positions.» Un exemple? Les alliances: «Il faudrait mieux expliciter pourquoi le PLR peut tantôt faire alliance avec l'UDC, tantôt avec le PS. Quelle cohérence sous-tend la démarche?»

Camouflets

Fidèle à ses ancêtres bourgeois, le PLR lance peu d'initiatives. Et quand il s'y prête, le succès n'est pas garanti: en 2012, la formation avait échoué à lancer l'initiative «Stop à la bureaucratie». «La honte pour un parti fondateur de la Suisse moderne», glisse Sean Müller.

Rebelote en 2019: en s'emparant du réchauffement climatique, le parti avait suscité les ricanements et, à l'interne, de fortes frictions qui auraient poussé la présidente Petra Gössi à se retirer.

L'ex-conseiller fédéral (1998-2009) Pascal Couchepin salue pour sa part un «programme équilibré». «Si on regarde les grands problèmes à résoudre, le PLR a une assez bonne ligne, sans excès, que ce soit sur le climat, l'Union européenne et l'accord-cadre dont je suis partisan, les finances avec Karin Keller-Sutter qui appliquera le frein aux dépenses, sur le renforcement de l'armée et de la sécurité.

L'UDC, à part se positionner systématiquement contre les étrangers, ne présente pas de programme.»



Je ne vois pas une majorité au Parlement prête à donner trois sièges à la gauche au Conseil fédéral.”

GEORG LUTZ
POLITOLOGUE, DIRECTEUR DE LA
FONDATION SUISSE POUR LA RECHERCHE
EN SCIENCES SOCIALES

Le Valaisan se dit convaincu que le discours «pragmatique» de son parti est audible. «D'autant plus que, fort heureusement, un esprit de consensus imprègne encore la Suisse, ce qui n'est pas le cas partout: voyez les blocages politiques aux Etats-Unis ou en France.»

La fin de la formule magique?

Reste l'inconnue qui devrait échauffer les esprits jusqu'au renouvellement du Conseil fédéral: le visage de la nouvelle Assemblée fédérale remettra-t-il en question les deux sièges PLR au gouvernement? Le politologue Georg Lutz, directeur de la Fondation suisse pour la recherche en sciences sociales (FORS), n'y croit pas.

«La formule magique, c'est un consensus des quatre grands partis qui essaient de défendre leur monopole. S'il ne s'agissait que d'une question de proportionnalité, on devrait mathématiquement enlever un siège au PLR pour le donner aux Verts. Mais il faudrait vraiment une énorme pression pour que l'équilibre change. Je ne vois pas une majorité au Parlement qui serait prête à donner trois sièges à la gauche.» Réponse en décembre.

Oui à une baisse de la redevance et à des JO

SONDAGE Deux enquêtes montrent que plus de 60% des Suisses aimeraient payer 200 francs de redevance au lieu des 335 actuels. Et 56% souhaiteraient voir des JO en Suisse en 2030.

Selon un sondage paru hier, l'initiative de l'UDC «200 francs, ça suffit» visant notamment à réduire à cette somme la redevance pour la radio et la télévision séduit 61% des Suisses. Seuls 36% des personnes interrogées la rejettent, alors que 3% sont sans opinion. Faisant suite à l'initiative «No Billag» largement rejetée il y a cinq ans par 71,6% des votants, la nouvelle initiative de l'UDC, de l'Union suisse des arts et métiers (Usam) et des jeunes PLR

demande que la redevance Serafe soit abaissée de 335 à 200 francs par an. Le texte veut également supprimer la redevance des entreprises. La date de votation n'a pas encore été fixée.

JO sur l'ensemble de la Suisse

Cinquante-six pour cent des Suisses sont favorables à l'idée d'organiser en 2030 des Jeux olympiques sur l'ensemble de la Suisse en utilisant l'infra-

structure existante. Swiss Olympic a lancé une étude de faisabilité pour les hivers en 2030, 2034 ou 2038. Le conseil exécutif de Swiss Olympic et le Parlement du sport seront appelés à se prononcer sur la poursuite ou non du projet. Ces sondages ont été réalisés du 19 au 20 septembre auprès de 29081 personnes, dont 5570 de Suisse romande. Tamedia et 20 Minutes les ont menés, en collaboration avec l'institut LeeWas. **ATS**

ÉLECTIONS

2000 TONNES PAR LA POSTE

La Poste a envoyé la semaine dernière plus de cinq millions d'envoies de vote pour les élections du 22 octobre. Cela représente environ 2000 tonnes de matériel distribué par près de 400 chargements de camion. Comme les délais de livraison sont uniformes dans toute la Suisse pour les élections, la Poste a dû traiter le matériel en une semaine. Les machines de tri ont fonctionné presque sans arrêt pendant deux semaines. **ATS**



Schwanden le 3 octobre dernier. KEYSTONE / GIAN EHRENZELLER

GLARIS

Retour à la maison autorisé

Les habitants de plusieurs zones voisines des glissements de terrain survenus fin août à Schwanden (GL) peuvent rentrer chez eux dès aujourd'hui. Jusqu'à présent, seules certaines personnes avaient reçu une telle autorisation et de manière temporaire seulement. A partir du 14 octobre, une zone supplémentaire sera à nouveau accessible. En revanche, la trentaine d'habitants dont le domicile a été endommagé par les glissements de terrain doivent encore prendre leur mal en patience. Les deux coulées ont détruit six bâtiments et en ont endommagé plusieurs autres. De nouveaux glissements ne sont pas exclus. Environ 60 000 m³ menacent de dévaler, soit le double de la masse descendue fin août. **ATS**